Se saisir du moment: Frapper ensemble Macron et son gouvernement

Situation

Le spectre qui plane depuis 20 ans vient de ressurgir. « Les banlieues » sont revenues percuter l'espace politique de la plus franche des façons, par l'émeute, la révolte, l'affrontement direct contre les symboles de l'Etat (mairies, commissariats, entrepôts d'entreprises publiques comme la RATP ou Engie et, à la marge, écoles ou médiathèques...), les forces de répressions (affrontements avec les « forces de l'ordre », incendies de véhicules de police, appropriation d'uniformes ou d'armes non létales comme des tonfas ...), les magasins de première nécessité (incendies et pillages de LIDL, ALDI, Action présents dans les quartiers) ou de prêt à porter (Zara, Nike, opticiens divers...) et quelques fois des bijouteries, des enseignes de luxe, un Apple store à Paris et, à Marseille, d'une armurerie.

Une nouvelle fois, la colère générée par un énième crime policier prend la forme d'un embrasement généralisé qui a des répercutions jusque dans les centres-ville des grandes métropoles (Paris, Marseille, Lyon, Lille...). On déplore au moins 2 morts (un homme tué par balle en Guyane, un jeune tombé d'un toit d'un magasin Lidl).

Cette révolte est située, c'est-à-dire qu'elle met en mouvement une frange importante de la population, comme ce fût le cas des gilets jaunes et comme ce fût le cas durant le mouvement contre la contre réforme des retraites. Bien sûr, cela ne signifie pas que des porosités n'existent pas et, bien sûr, des convergences sont possibles. A condition de prendre en compte les spécificités de ces mobilisations et d'y accorder une importance.

Radicalisation

Le premier lieu de la radicalisation est le sommet de l'État : couverture systématique des policiers assasins et/ou agresseurs, passage en force pour augmenter l'âge de départ à la retraite, répression policière partout, dissolution des mouvements politiques oppositionnels et des associations (on pense notamment au CCIF et aux menaces à l'encontre de la LDH), déploiement policier systématique en tant que réponse à une situation, autoritarisme, etc. Face aux émeutes, elle n’a qu’une réponse policière et militaire. Le pouvoir veut nous confiner et nous atomiser : interdiction des fêtes scolaires de fin d’année, interdiction des concerts, arrêt des transports en commun dès la fin de l’après -midi, fermeture anticipée de centres commerciaux, etc.

Face à cela, le deuxième lieu de radicalisation est la rue : actuellement bien sûr mais hier dans les cortèges et les manifestations sauvages suite au 49.3, sur les blocages et les piquets de grèves, contre les grands projet d'accaparement du vivant et de l'espace. La rue réagit vivement et violemment face à ces attaques généralisées.

De fait, la sphère parlementaire se radicalise elle aussi, pressée des deux côtés. L'extrême droite, qui s'est montrée si « respectable » pendant la bataille des retraites (en ne disant rien ou presque et donc en évitant d'avoir à se positionner réellement) en appelle aujourd'hui au couvre feu, à l'état d'urgence et in fine à « en finir avec les nuisibles » comme l'appellent de leurs voeux les syndicats policiers fascisants Alliance et UNSA. De l'autre côté, la FI reconnaît le caractère politique des émeutes, refuse d'appeler la jeunesse au calme en considérant que "c'est à la police de se calmer". En revanche, les autres composantes de la NUPES appellent à la fin de la révolte, au « retour au calme », la palme revenant à Roussel qui scande « condamnation absolue des violences qui ont lieu », qui ciblait bien entendu les violences des jeunes, et non celles des policiers.

La crise politique se creuse de jours en jours malgré l'annonce des 100 jours d'apaisement par Macron.

Positions

Tout le monde, dans notre camp social, a peur. Peur de passer à côté du moment historique. 2005 est une fracture, une tare, un échec. 2023 devrait être une leçon, un bilan, une étape.

Les mondes émeutiers des banlieues et manifestants des syndicats coexistent mais pourraient / devraient cohabiter voir co-construire. Il est impératif que nous nous saisissons de la situation pour passer un cap. Pour cela, nous devons réfléchir et proposer un cadre commun qui permette de franchir une première marche en direction de l'alliance entre « les beaufs et les barbares » (selon l’expression d’Houria Bouteldja) car il semble que le moment se présente.

Le syndicat de la magistrature ou la France insoumise, avec son « plan d'urgence de sortie de crise » (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=43239) ont le grande mérite d'avancer des objectifs qui pourraient rassembler les travailleurs/ses et les jeunes révoltés. Voici quelques-unes des revendications qui devraient être portés en commun :

- abrogation immédiate des dispositions « permis de tuer » de la loi Cazeneuve de 2017, responsable de l'explosion des décès suite à des refus d'obtempérer

- création d'une commission « Vérité et Justice » sur les violences policières

- dépaysement de toute affaire de violence policière

- programme d'action global contre les discriminations (récipissé de contrôle d'identité, etc.)

- interdiction des LBD et des grenades de désencerclement

- Obligation effective de l'affichage du RIO

- création d'un service d'enquête indépendant, à l'inverse de ce qu'est l'IGPN

Ceci dans un premier temps.

Actions

Les organisations du mouvement ouvrier doivent s'emparer et porter ces revendications. A l'instar de la France insoumise, elles doivent reconnaître le caractère politique de la révolte. Au lieu d'appeler au « retour au calme » pour soi-disant rendre « justice à Nahel » (comme si la « justice » pouvait lui être rendu sans construction d'un rapport de force), elles doivent proposer un plan de bataille pour affronter Macron et gagner sur les revendications.

Nous ne devons pas laisser la jeunesse populaire se battre seule !

Nous devons être à ses côtés. Ou plutôt, nous l'accueillir à notre côté, non pour la canaliser mais pour s'en imprégner et, peut-être, en tirer des enseignements.

Les directions du mouvement ouvrier doivent rompre tout « dialogue social » avec ce gouvernement prêt à la surenchère sécuritaire pour mettre fin à la révolte. L'inaction du mouvement ouvrier organisé ne peut que profiter à l'extrême-droite. Une course de vitesse est engagée. Des initiatives fortes doivent être prises sans délai, dans l'unité (des organisations politiques, syndicales et associatives) et la détermination :

- Appel à des manifestations et des rassemblements chaque soir en soutien à la révolte de la jeunesse des quartiers populaires

- Organisation d'une grande marche nationale vers l'Elysée le 14 juillet : Macron devra céder ou dégager !

Tendance CLAIRE, le 1 juillet 2023